

L'arc lémanique se penche au chevet des maladies négligées

Unis pour le bien commun

CONFÉRENCE

La Lake Geneva Innovation Society a réuni ONG, pharmas et milieux académiques.

PIERRE-YVES FREI

Comme la perspective de bénéfices reste à ce jour le principal moteur dans le domaine de l'innovation pharmaceutique, les populations défavorisées sont bien souvent laissées démunies devant les maladies qui les touchent, comme la malaria, le sida ou la tuberculose.

C'est pour tenter de trouver une solution à ce problème grandissant que la Lake Geneva Innovation Society (LGIS) organisait hier, à Genève, une rencontre entre les différents acteurs du domaine: organisations gouvernementales et non gouvernementales, entreprises pharmaceutiques et biotechnologiques et milieux académiques.

Collaboration intercantonale

«Depuis notre premier événement en 2004, nous avons pris conscience de l'importance de favoriser les partenariats public-privé pour contribuer à l'amélioration de la santé globale», a souligné Anne Kato, professeur à l'Université de Genève et fondatrice de la LGIS, laquelle réunit

les Universités de Lausanne et Genève, l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne ainsi que les deux hôpitaux universitaires. Une collaboration intercantonale également soulignée par le recteur genevois Jean-Dominique Vassalli: «L'Arc lémanique offre un formidable potentiel dans le domaine des sciences de la vie. Il fait partie du groupe de tête européen en matière d'impacts de ses publications scientifiques à côté des universités de Cambridge, d'Oxford et de Stockholm.»

Pharmas en crise

Reste la question essentielle: comment faire profiter les pays défavorisés des innovations produites dans les milieux académiques? L'une des solutions passe par le travail de fondations comme Drugs for Neglected Diseases initiative (DNDi), qui a établi son siège à Genève. «Nous faisons en quelque sorte l'interface entre les sources d'innovation et les entreprises pharmaceutiques qui de plus en plus développent des programmes dans le domaine des maladies négligées, explique Jean-François Alessandrini, directeur de la communication pour DNDi. Grâce à ce travail et à nos donateurs, le principal étant la Fondation Bill Gates, nous avons pu mettre sur



Les populations défavorisées sont bien souvent laissées démunies devant les maladies qui les touchent, comme la malaria, le sida ou la tuberculose. Une rencontre, hier à Genève, tentait de trouver des solutions à ce problème grandissant. (KEYSTONE/2002)

le marché deux médicaments contre la malaria et nous avons plusieurs autres molécules en développement dans notre pipeline.»

Pour autant, ce modèle public-privé résistera-t-il à la crise que traversent les pharmas? En effet, ces dernières font face à plusieurs

problèmes qui grèvent leurs perspectives futures de revenus: sévérité croissante des autorités de régulation, passage dans le domaine public de nombreux médicaments vedettes, innovations en baisse, pression des généralistes. «C'est vrai que ces entreprises connaissent certaines

difficultés, admet Stéphanie Meredith, directeur de la Fédération internationale des associations et producteurs pharmaceutiques. Mais elles ont un grand intérêt à ces partenariats, notamment parce qu'ils leur permettent d'améliorer leur image aux yeux du public.

Présent hier lors de la réunion de la Lake Geneva Innovation Society (LGIS), Ashley Stevens, directeur du bureau pour le transfert de technologie à l'Université de Boston, a plaidé pour une réflexion sur la politique de la propriété intellectuelle menée par les milieux académiques. «S'il nous faut valoriser nos recherches en prenant des brevets sur des innovations qui représentent un potentiel commercial, il nous faut aussi penser au bien du plus grand nombre.» Ce que le recteur genevois Jean-Dominique Vassalli appelle «la responsabilité sociale des universités».

Mais alors comment décider s'il faut valoriser une découverte médicale académique ou l'utiliser dans un but non lucratif? En l'absence de règle générale, c'est le cas par cas qui domine.

«Récemment, explique Alexandra Richardson, du bureau de transfert de technologie de l'Université de Genève, UNITEC, nous avons refusé de céder le brevet d'un diagnostic à une société qui était pourtant prête à payer le prix, afin d'assurer que cette technologie sera accessible au plus grand nombre.» (pyf)